

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 15/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DUPIRE SARL

38 avenue Alexandre Marqui
65100 Lourdes

Références : 2025-0274_Dp
Code AIOT : 0006802508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement DUPIRE SARL implanté 38 avenue Alexandre Marqui Route de Tarbes 65100 Lourdes. L'inspection a été annoncée le 11/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour but de faire un recollement aux prescriptions mentionnées à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 4 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUPIRE SARL
- 38 avenue Alexandre Marqui Route de Tarbes 65100 Lourdes
- Code AIOT : 0006802508

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL DUPIRE exploite sur la commune de Lourdes un atelier de traitement de surface autorisé par l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1987.

Depuis l'entrée en application du décret n°2019-292 du 9 avril 2019 modifiant la rubrique 2565, le site relève du régime de l'enregistrement. Le site est maintenant réglementé par l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Un arrêté de mise en demeure du 04 mars 2024 impose à l'exploitant une mise en conformité de son atelier sous 18 mois.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société DUPIRE a réalisé des investissements afin de respecter les prescriptions de la mise en demeure du 4 mars 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	DISPOSITION EXPLOITATION	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclencheur d'alarme en point bas	AP de Mise en Demeure du 04/03/2025, article 2	Levée de mise en demeure
2	Ventilation des ateliers	AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 2	Levée de mise en demeure
3	Rétention	AP de Mise en Demeure du 04/03/2025, article 2	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositif de captation	AP de Mise en Demeure du 04/03/2025, article 2	Levée de mise en demeure
7	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 09/04/2025, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour but de contrôler le respect des prescriptions mentionnées à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 4 mars 2024.

Au vu du respect des prescriptions de la mise en demeure du 4 mars 2024, il est proposé à monsieur le Préfet de lever celle-ci.

Pour autant des non-conformités non mentionnées dans la mise en demeure ont été observées, pour lesquelles il est demandé à l'exploitant la mise en place de mesures correctives et la transmission de justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclencheur d'alarme en point bas

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/03/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention équipé d'un déclencheur d'alarme
Prescription contrôlée : Les rétention de plus de 1000 litres doivent être équipées d'un déclencheur d'alarme en point bas sous un délai de 6 mois
Constats : L'inspection à permis de constater l'installation de déclencheur d'alarme en point bas au droit des rétentions de plus de 1000 litres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Ventilation des ateliers

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation au droit des ateliers
Prescription contrôlée : Les ateliers doivent être équipés d'une ventilation naturelle ou forcée donnant vers l'extérieur. Sous un délai de 18 mois
Constats :

Les ateliers ateliers sont équipés d'une ventilation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/03/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions conformes aux articles 20 et 54 de l'AMPG du 09/04/2019
Prescription contrôlée : Le site doit disposer de rétentions conformes, afin de respecter les articles 20 et 54 de l'AMPG du 09/04/2019 sous un délai de 18 mois
Constats : Les produits dangereux ainsi que les bains de traitement sont sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Dispositif de captation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/03/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Captation des bains de traitement
Prescription contrôlée : Mise en place de dispositif de captation des bains de traitement, afin de respecter les articles 36 et 57 de l'AMPG du 09/04/2019 et de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16/11/1987.
Constats : Les bains de traitement ont été équipés de dispositif de captation des vapeurs. L'exploitant a indiqué que des mesures de vitesses au droit des conduites d'évacuation sont en cours de réalisation par l'installateur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant transmet à l'inspection les résultats des mesures de vitesse réalisées par l'installateur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : DISPOSITION EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants.....</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter un point chaud sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas disposer d'un document ou dossier pour la réalisation de travaux de réparation notamment par point chaud.</p> <p>L'inspection a rappelé cette obligation de document conforme à l'article 21 de l'AMPG du 9 avril 2019.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sous un délai de 3 mois, justifier la mise en place d'un document conforme aux prescriptions de l'article 21 de l'AMPG du 9 avril 2019 (permis feu).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.</p> <p>S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ; - indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ; - implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services</p>

<p>d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la défense incendie est assurée par des extincteurs régulièrement vérifiés, dont l'inspection a constaté la dernière vérification du 18/09/2025.</p> <p>La société Dupire indique que la défense incendie est également assurée par des bouches incendie publiques, pour lesquels elle n'a pas été en mesure de justifier leurs distances, leurs débits et pression.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sous un délai de 6 mois:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transmettre un plan de masse à une échelle lisible sur la base de donnée cadastrale sur lequel devra être identifié les locaux de la société et les deux ou trois bornes incendie les plus proches. - Justifier les volumes et les pressions des deux ou trois bornes incendie les plus proches.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Dispositif de prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2025, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« II. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences.</p> <p>« Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.</p> <p>« III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.</p> <p>« Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.</p>

« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Les installations électriques ont été contrôlées. L'exploitant a présenté le rapport de vérification Q18 de la société APAVE du 23/01/2025 n° 2624226-019, ce dernier ne fait état d'aucune observation. L'exploitant a également présenté le rapport de vérification Q19 de la société APAVE n° 12951788.004 du 11 février 2025. Ce dernier mentionnait deux observations qui ont été levés le 24/0/2025, justifié par un nouveau rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Conformité de l'installation
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : L'exploitant signale qu'un local dédié au stockage des produits dangereux a été dernièrement construit, ce dernier ayant fait l'objet d'une autorisation au titre de l'urbanisme. L'inspection rappelle que la construction de ce local aurait dû faire l'objet d'un Porter à Connaissance (PAC), conformément à l'article R.512-46-23-II du code de l'environnement. Dans le dossier transmis, un recollement aux articles de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 doit être joint et dans le cas où le dossier démontrerait que la conformité n'a pu être établie pour l'ensemble des points, une demande de dérogation accompagnée de mesures compensatoires doit être proposée. L'exploitant informe l'inspection qu'un registre informatique de gestions des stocks des produits dangereux est en cours de mise en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit sous un délai de 6 mois: Justifier la mise en place d'un registre de gestions des produits dangereux présent sur le site, ainsi que la mise à dispositions des employés des fiches de sécurité des produits dangereux. Transmettre un porter à connaissance, ce dernier devra démontrer la conformité aux

prescriptions de l'arrêté du 9 avril 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois